

Décrets, arrêtés, circulaires**Textes généraux****Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire**

Arrêté du 5 décembre 2006 relatif au montant de la contribution forfaitaire représentative des frais de réacheminement des étrangers à partir de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion dans leur pays d'origine

NOR: INTD0600960A

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'outre-mer et le ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement,

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment son article [L 626-1](#) ;

Vu le code du travail, notamment son article L.341-6 ;

Vu le **décret n° 2006-660** du 6 juin 2006 relatif à la contribution forfaitaire représentative des frais de réacheminement des étrangers dans leur pays d'origine,

Arrêtent :

Article 1

Le montant de la contribution forfaitaire représentative des frais de réacheminement de l'étranger dans son pays d'origine mise à la charge de l'employeur d'un étranger en situation irrégulière par l'article L.626-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile est fixé, lorsque l'éloignement est opéré à partir de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, en fonction des zones géographiques du pays dont est originaire l'étranger, conformément au tableau ci-après :

ZONES DE DÉPART	ZONES DE DESTINATION	Montant de la contribution (en euros)
Guadeloupe et Martinique	Antilles-Caraïbes	580
	Autres destinations	2384
La Réunion	Comores et Madagascar	105
	Autres destinations	7709
Guyane.	Brésil, Surinam et Guyana	421
	Autres destinations	5575

Article 2

Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 5 décembre 2006.

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur
et de l'aménagement du territoire,
Nicolas Sarkozy

Le ministre de l'outre-mer,
François Baroin

Le ministre délégué au budget
et à la réforme de l'Etat,
porte-parole du Gouvernement,
François Copé